

Section de l'HERAULT

TEL/ 04-67-15-75-65

Port :06-11-60-25-67

Déclaration liminaire CTL du 22 octobre 2013

Le Comité Technique Ministériel s'est réuni le 8 octobre sous la présidence de Monsieur Moscovici, en présence de Messieurs Cazeneuve et Hamon.

Les ministres ont présenté le Projet de Loi de Finances 2014 pour les directions de Bercy.

Il se caractérise par une poursuite de la politique d'austérité où les agents des ministères économiques et financiers voient leurs moyens amputer de façon drastique :

- 2 564 suppressions d'emplois,
- 4% de crédits de fonctionnement,
- 2,6% de crédits d'investissement,
- 5% de crédits d'intervention,
- 0,4% de crédits de rémunérations.

Face à de telles annonces, bien difficile pour le Ministre d'accréditer l'idée que les services pourront mieux remplir leurs missions !

Les crédits de l'action sociale et de la politique de la santé, sécurité au travail sont certes maintenus au même niveau, mais leur non revalorisation depuis des années revient, là encore, à amoindrir les capacités d'action dans un domaine plus que jamais indispensable aux agents.

Tout au long de ce Comité technique, FO Finances a surtout relevé plusieurs contradictions dans les discours des ministres dont voici quelques exemples :

-Plaider pour une résorption des déficits publics pour que la France garde sa souveraineté et dans le même temps confirmer que ce budget est placé sous l'oeil inquisiteur de la Commission Européenne,

-Assurer maintenir l'intégralité des missions tout en supprimant 10% d'emplois de plus qu'en 2013,

-Soutenir que les démarches stratégiques directionnelles ont été élaborées dans une étroite concertation, alors qu'à la DGFIP le dialogue social a été quasi-inexistant depuis près d'un an sur ce sujet,

-Ouvrir une négociation sur les risques psycho sociaux et refuser de reconnaître que les suppressions d'emplois en sont la principale cause,

-Maintenir un budget à l'identique dans le domaine de l'action sociale, de la politique de la santé et de la sécurité et dans le même temps poursuivre les suppressions d'emplois dans ce réseau de prévention et de proximité,

-Poursuivre un plan égalité professionnelle sans à aucun moment se donner les moyens budgétaires pour parvenir à mettre en oeuvre des propositions concrètes,

Impossible dans ces conditions de trouver la moindre cohérence dans ce PLF 2014, si ce n'est celle de l'austérité budgétaire à durée indéterminée !

Force est de constater dans ce contexte, que les agents des Finances connaîtront encore une année 2014 où il leur sera demandé de faire toujours plus avec encore moins.

La MESURE phare de cette rentrée ne nous avait pas échappé, mais oui ... "**la démarche stratégique**", Initiée par nos ministres via les Directeur Généraux, elle n'est rien d'autre que la mise en musique d'une politique de diminution de tous les moyens.

Cette démarche, que notamment la DGFIP qualifie de « *pragmatique pour conduire la nécessaire adaptation du réseau* », marque un recul sans précédent du service public républicain rejoignant en cela un plan d'ensemble plus vaste défini par la Modernisation de l'Action Publique et l'acte III de la Décentralisation.

F.O. dénonce la méthode de notre direction générale pour faire accepter son projet pour l'avenir de la DGFIP.

Chaque agent des Finances Publiques sait pertinemment que son avenir professionnel est assombri par la réduction des dépenses publiques qui se poursuivra encore en 2014. Sans abondement des moyens humains et budgétaires, la DGFIP aura surtout une démarche claudicante, à défaut d'être stratégique.

Certes, le Directeur général s'est souvent déplacé dans le réseau pour tenter de montrer combien il s'intéressait au quotidien des agents et au devenir de leurs missions. Cette opération de séduction, le « Bézard Tour », avait aussi comme but de faire participer les agents de tous grades aux ateliers locaux, censés définir le contenu de la démarche stratégique. Pour cela les Directions comme la nôtre ont eu recours à des convocations expresses de tous les agents même pendant les congés scolaires avec obligation d'y participer.

Pour F.O.-DGFIP, il s'agit d'une opération sournoise visant à instrumentaliser les agents des Finances publiques pour espérer les opposer à leurs représentants.

Face à l'impossibilité de légitimer sa démarche stratégique par une participation massive des agents, et devant l'impossibilité de contester le discours syndical, le Directeur Général a présenté, lors du Comité Technique de Réseau de juillet 2013, une version expurgée de son grand projet. Aucun plan d'action n'a été dévoilé et Bruno Bézard s'est bien gardé d'aborder les sujets de fond, comme la réalité de l'exercice des missions ou l'implantation future des postes comptables et des services.

Les mots mêmes contenus dans une des versions pourtant light présentée de cette démarche « *Nous participons à l'effort collectif en réalisant là où c'est possible des économies de fonctionnement, en répartissant de manière équitable notre contribution sur les emplois, et en renforçant la maîtrise de nos processus et de notre organisation budgétaire...* » sont clairs et se traduisent immédiatement dans les faits :

1988 suppressions d'emplois annoncées pour la DGFIP en 2014 (soit 9116 en 4 ans). Cela fera combien pour le département ? Vous comptez faire fonctionner vos services combien de temps dans ces conditions, Madame la Présidente ?

Dans une période de crise économique où les rentrées fiscales et la lutte contre toutes les fraudes se doivent d'être des priorités, les élus FO-DGFIP considèrent qu'il est inconcevable que Bercy soit encore un ministère qui rende des emplois

C'est dans ce contexte que vous nous réunissez aujourd'hui pour ce CTL.

En attendant celui consacré aux « emplois » comment allez-vous nous expliquer, Madame la Présidente, l'impact de ces suppressions d'emplois tant sur les missions, que sur les conditions de travail des agents, point relevant des CHSCT que FO a déjà abordé lors de la tenue de cette instance.

Plus encore que d'autres, le département de l'Hérault (démographie, chômage, population) souffre de cette pérennisation des suppressions d'emplois.

Les personnels de tous grades (A, B et C et y compris les A+) constatent chaque jour l'accélération de la dégradation de leurs conditions de travail et la régression de la qualité du service rendu aux publics alors que la charge de travail augmente.

Pour FO-DGFIP-34, il faut mettre fin à cette dangereuse stratégie. Il faut maintenir les missions exercées, arrêter les réorganisations et les restructurations, et mettre enfin en adéquation les moyens humains et matériels. Cela ne sera possible qu'en stoppant la politique de destruction insidieuse des services et que par l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des baisses de crédits budgétaires.